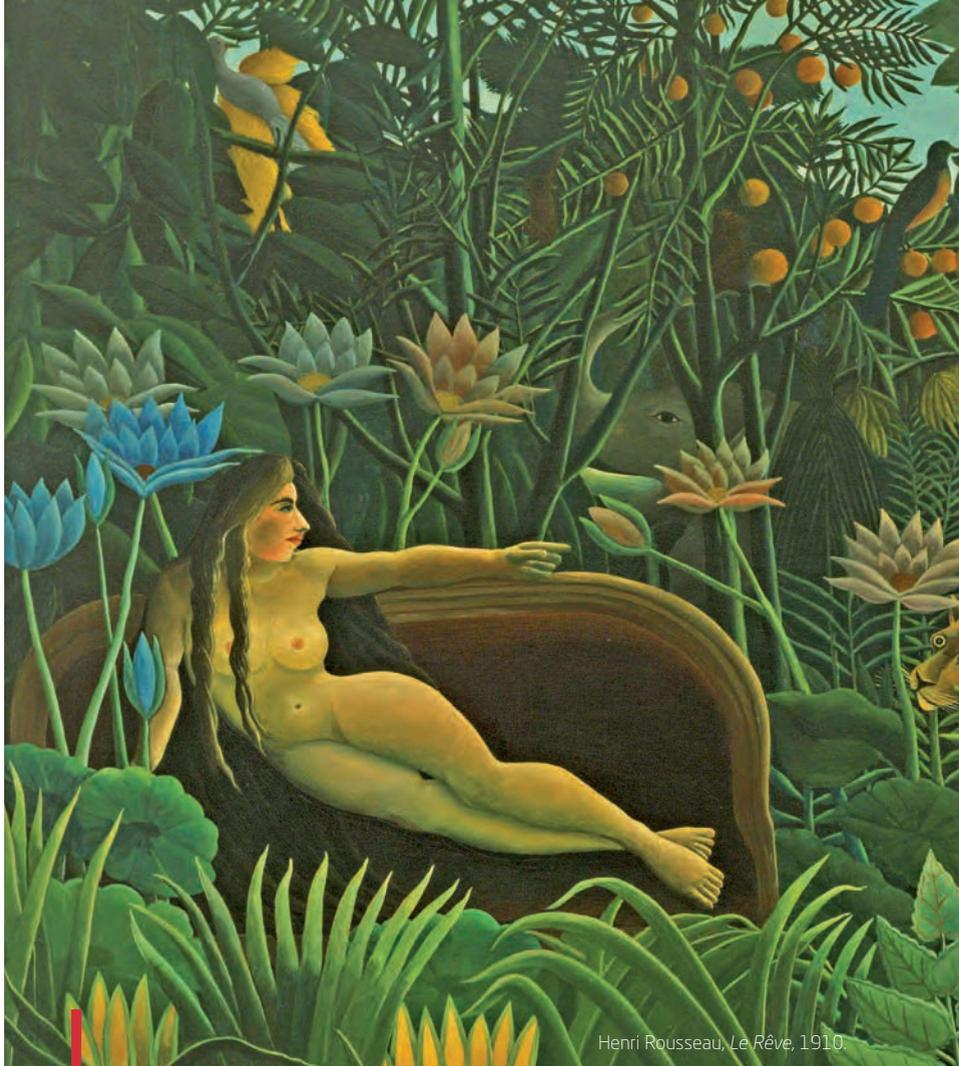


Une rente universelle versée à tout citoyen dès sa naissance et jusqu'à sa mort, sans autre mérite que celui d'exister... Impossible ? Pourtant, économistes, philosophes, politiques de tout bord sont de plus en plus nombreux à y croire. Et certains pays ont franchi le pas.

À propos de l'auteur

Né en 1968, François Bousquet est journaliste et écrivain. Il est l'auteur de *Jean-Edern Hallier ou le narcissique parfait* aux éditions Albin Michel et d'un livre d'entretiens avec le romancier de S.F. Jean-Claude Albert-Weil, *Réflexions d'un inhumaniste*, paru aux éditions Xenia.



Henri Rousseau, *Le Rêve*, 1910.

DU RÊVE

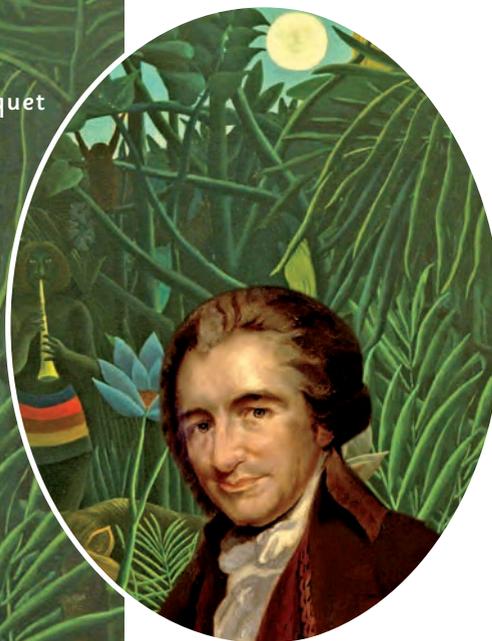
Imaginez un jeu de Loto où tout le monde gagnerait, peu d'argent certes, mais à tous les coups, comme si les joueurs, au fond, tiraient à chaque fois le numéro « chance ». Eh bien, ce jeu existe, c'est le revenu d'existence : la rente à vie pour tous, grâce à laquelle « *chacun aura droit à un as d'atout* », comme a pu le dire l'économiste Bernard Maris dans sa chronique matinale sur France Inter.

Une idée radicalement neuve, et les idées neuves en politique ne sont pas légion. On lui a donné quantité de noms : dividende universel, dotation inconditionnelle de citoyenneté, allocation universelle, revenu de base, revenu forfaitaire, revenu garanti, revenu de citoyenneté, revenu de solidarité, etc. Autant d'appellations différentes, mais qui renvoient toutes à une même chose : un revenu d'existence versé à tous, sans plafond de ressources, riches et pauvres, oisifs et stakhanovistes. Ce revenu serait inaliénable, universel, inconditionné, insaisissable, cumulable avec les autres rentrées d'argent, professionnelles ou patrimoniales. On le verserait tout au long de la vie, de la naissance à la mort, par individu, et non par foyer. Il se substituerait à l'ensemble des prestations sociales (exception faite de l'assurance-maladie et des handicaps lourds). Qui dit mieux !

De Luther King à Jacques Marseille

Comme le soulignait André Gorz, l'un des principaux penseurs de l'écologie, longtemps opposé à ce revenu, avant de s'y rallier peu avant sa mort, il existe une version de droite (libérale) et une version de gauche (critique) du revenu d'existence. En fait, l'idée est aussi bien défendue par des

Par François Bousquet



Le révolutionnaire Tom Paine lance l'idée du revenu universel en 1796.

Revenu d'existence À LA RÉALITÉ

libéraux que par des altermondialistes, par des décroissants que par des catholiques sociaux. De Martin Luther King à Christine Boutin, du Parti chrétien-démocrate (rattaché à l'UMP). Des Verts, Yves Cochet en tête, à la « motion Utopia » qui irrigue le PS, le Parti de gauche et toute la mouvance écolo. Des économistes, des philosophes et des écrivains s'y sont ralliés, Bertrand Russell, Marshall McLuhan, James Tobin, John Kenneth Galbraith, Alain de Benoist, Alain Caillé, l'académicien Maurice Druon. Il n'est pas jusqu'à l'historien et économiste ultra-libéral Jacques Marseille, récemment décédé, partisan du revenu d'existence qu'il définissait comme « une voie libérale vers le communisme ».

Un mouvement mondial

En Afrique du Sud, une vaste coalition réunissant plus de dix millions de personnes milite

L'idée est aussi bien défendue par des libéraux que par des altermondialistes, par des décroissants que par des catholiques sociaux.



Le philosophe et économiste Philippe Van Parijs relance le débat dans les années 80.

pour son instauration. Des syndicats suisses en défendent le principe. Le gouvernement irlandais, avant la crise, l'avait placé à l'ordre du jour. Une sous-commission du Parlement espagnol planche dessus. En Allemagne, aux élections législatives de 2009, cent quarante-deux candidats se sont présentés en le mettant en avant, vingt-neuf ont été élus à la députation. Le fondateur de la chaîne de magasins DM (Drogerie-Markt), le milliardaire allemand Götz Werner, s'acharne à le faire connaître, citant volontiers Victor Hugo: « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue. » En Belgique, le parti « Vivant », animé par l'homme d'affaires Roland Duchâtelet, l'une des plus grosses fortunes du royaume, en a fait l'axe central de son programme (lire interview page 34).

Origines révolutionnaires

En réalité, l'idée vient de loin. Il y a plus de deux siècles, en 1796, le quaker Thomas Paine, héros des révolutions américaine et française, déclarait à la Convention: « Liberté, Égalité, Fraternité ne peuvent se réaliser, associées, si inconditionnellement, le minimum de ressources n'est pas garanti à chaque citoyen. » Un an plus tard, il adressait au Directoire un court manifeste, *La Justice agraire*, où il préconisait qu'une somme de quinze livres – de quoi acheter une vache et un bout de terre – soit distribuée à tous, à l'âge de vingt et un ans, de telle sorte que le « commencement dans le monde » en soit facilité.

C'est dans les cercles fouriéristes, au XIX^e siècle, et parmi les théoriciens du crédit social, au début du XX^e siècle, que réapparaîtra l'idée, avant d'entrer en hibernation jusqu'aux années 1980, quand le « collectif Charles Fourier », rassemblant des chercheurs de l'université catholique de Louvain (Belgique) sous la houlette du philosophe et économiste Philippe

Van Parijs, un libertarien de gauche, relance le débat. De là sortira le BIEN (*Basic Income European Network*), devenu en 2004 le Basic Income Earth Network, le réseau mondial pour un revenu de base.

L'exemple de l'Alaska

Mais c'est au début des années 1960 que le revenu de base est devenu une réalité concrète, dans le petit port de pêche de Bristol Bay, en Alaska. Le maire, Jay Hammond, un conservateur, proposa qu'une taxe de 3 % soit prélevée sur les prises de pêche. Cette taxe viendrait alimenter un fonds public. Il lui fallut cinq ans pour convaincre la population et faire de Bristol Bay « *la municipalité la plus riche du pays* », selon le magazine *Fortune*. Devenu gouverneur de l'Alaska, Hammond fit de même pour tout l'État, en 1976, mais cette fois-ci à partir des ressources en hydrocarbures, sur lesquelles il fut décidé de prélever une dîme alimentant un fonds cumulé appartenant à toute la population : l'Alaska Permanent Fund.

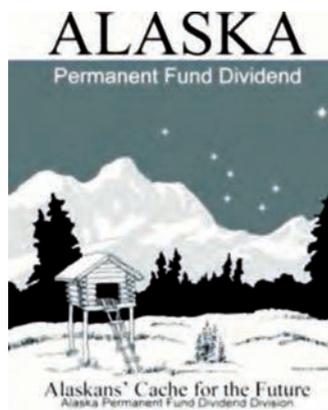
Le revenu d'existence était né. Devenu opérationnel en 1982, il permet depuis aux 650 000 habitants de l'Alaska de toucher un dividende annuel. Grâce à quoi, l'Alaska, qui connaissait jadis le plus fort taux de chômage et le plus faible niveau de croissance, est devenu l'État le plus égalitaire des États-Unis. De 300 dollars dans les années quarante, ce dividende a bondi à 3 269 dollars en 2008, par an et par habitant. La Norvège a repris à son compte l'idée en créant un fonds souverain de 445 milliards de dollars (plus de dix fois la valeur du fonds de l'Alaska). Voilà pour les expériences grandeur nature, sans compter le projet pilote mené en Namibie (lire pages suivantes).

L'expérience brésilienne

Car on associe souvent – et à tort – le programme « Bolsa Família », mis en place par Lula au Brésil, à une forme d'allocation universelle. Dans les faits, la Bolsa Família, qui n'assiste – massivement – que les plus pauvres, conditionne l'aide sociale à un certain nombre d'obligations. Plutôt qu'à un revenu d'existence, elle s'apparente donc, sous une forme certes plus ambitieuse, au RSA français, au Rendimento Mínimo Garantido portugais, au Reddito minimo di inserimento italien, au programme mexicain « Oportunidades », ou encore à l'impôt négatif expérimenté aux États-Unis dans les années 1960-70. Autant d'incitations contraignantes à intégrer le marché du travail. Comment ? En rendant, dans tous les cas de figure, l'aide sociale moins attractive qu'un emploi, fût-il pénible.

Le revenu d'existence procède d'une tout autre logique. Ce n'est pas de la médecine palliative, mais de l'ingénierie sociale, à la fois curative et préventive. Ses partisans, de plus en plus nombreux, s'appuient sur la Déclaration uni-

L'Alaska, qui connaissait jadis le plus fort taux de chômage et le plus faible niveau de croissance, est devenu l'État le plus égalitaire des États-Unis.



verselle des droits de l'homme de 1948, qui stipule en son article 25 : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant, etc.* » Autrement dit, ce revenu ne devra pas seulement être inconditionnel, il sera encore universel, partant du principe, comme le fait remarquer Philippe Van Parijs, qu'« *il est mieux pour les pauvres que l'on paie les riches* » (cet argent versé à tous en amont étant de toute façon récupéré en aval par l'impôt).

La fin du « gène de l'inégalité »

Yoland Bresson, l'un des théoriciens les plus en vue du revenu d'existence, se hasarde à prophétiser que « *le gène de l'inégalité* » disparaîtra une fois l'allocation universelle instaurée. C'est ce qu'il appelle *Une clémente économie*, titre de son livre paru en 2008. Bresson ne quitte pas le cadre de l'économie de marché, mais souhaite surmonter l'antagonisme inhérent au couple égalité-liberté, tant il est vrai que, là où la liberté progresse, l'égalité a tendance à régresser (contexte

capitaliste), et inversement (contexte soviétique).

Ainsi le revenu d'existence concilierait-il la défense de l'individu et le souci du bien collectif, la liberté d'entreprendre et une stricte égalité des revenus primaires.

On retrouve la même problématique chez Van Parijs, lui aussi guidé par un double souci de promouvoir la liberté et de garantir l'égalité, soucieux que tous puissent avoir les moyens d'exercer une liberté réelle. Car c'est cela le revenu d'existence : le droit pour chacun à l'autonomie. Van Parijs s'appuie sur *La Théorie de la justice* de John Rawls, l'un des livres de philosophie politique du xx^e siècle les plus importants, qui cherche à refonder le contrat social sur un ordre plus juste. Mais il s'est vu retoqué par Rawls sur un point : « *Ceux qui font du surf toute la journée à Malibu devraient trouver une façon de subvenir à leurs besoins et ne pourraient bénéficier des fonds publics.* »

Malédiction biblique

C'est là sûrement que réside l'obstacle principal – éthique, et non économique – à l'instauración du revenu d'existence, ce qu'on appelait naguère « *la fainéantise des mécréants* ». Et de fait, même si la valeur travail est aujourd'hui en crise, elle n'en reste pas moins le premier des moyens de socialisation, insérant les individus dans le social (et a contrario les excluant). Pour s'imposer, le revenu de base devra donc surmonter des habitudes plurimillénaires inscrites dans les mentalités depuis au moins la malédiction biblique prononcée contre Adam et sa postérité : tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. Traduisiez : je sue, donc je suis.

Mais les temps ont changé. Le système salarial, conçu pour fonctionner dans des sociétés fordistes et productivistes connaissant le plein-emploi, a vécu. Chômage de masse, travail précaire, flexibilisation, etc. Il semblerait plutôt

que nous nous trouvions au seuil d'un monde nouveau, où le salariat sera moins normatif et le travail moins structurant. Pour preuve, l'émergence d'un secteur « quaternaire », fait d'activités associatives, culturelles, artistiques, humanitaires.

Suffisant, mais non satisfaisant

En 1930, dans *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, Keynes avait déjà posé la question: quid de l'émancipation du travail dans les temps futurs? « Comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour [l'homme] de manière agréable, sage et bonne? » Bref, comment disposer de ce nouveau temps libre arraché à la contrainte économique, « nous qui avons été entraînés pendant trop longtemps à faire effort et non à jouir »? D'où l'idée d'allouer à tous un revenu de base.

À quelle hauteur le situer? Idéalement, il devrait être suffisant, mais non satisfaisant, de façon à pourvoir aux besoins fondamentaux: se loger, se nourrir, s'instruire. Trop élevé, il dévaluerait le travail en le rendant peu attractif. Trop bas, il ne ferait que se substituer (plutôt mal que bien) aux minima sociaux. Certains redoutent d'ailleurs qu'il ne fasse qu'accélérer le détricotage du droit du travail.

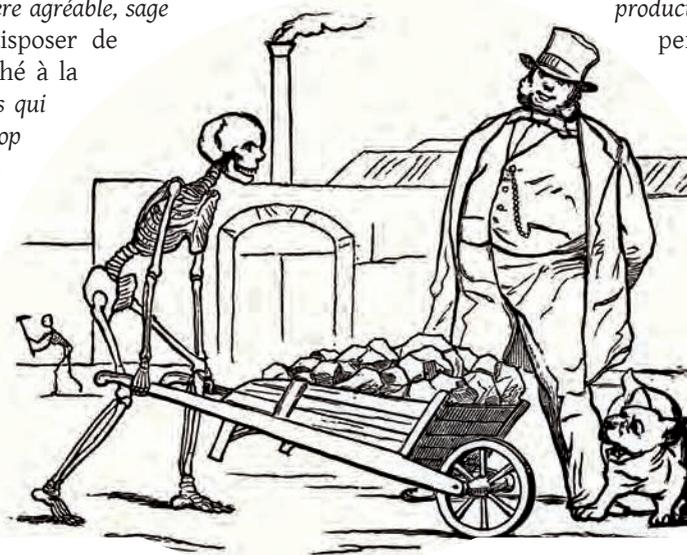
300 euros par mois

Dans sa simulation, Jacques Marseille l'avait évalué à 750 euros par mois et par adulte (375 euros pour les moins de dix-huit ans). Soit 510 milliards d'euros annuels (au lieu des 578 milliards d'euros, ensemble des prestations de protection sociale). Selon Yoland Bresson, on pourrait en cinq ans transférer l'ensemble des allocations et minima sociaux sur un revenu unique et dégager une rente mensuelle de 300 euros par mois (en attendant mieux) percevable par tous les Français, enfants inclus. Le tout se chiffrant à un peu moins de 14 % du PIB. La phase de transition, prévue pour durer cinq années, serait financée par la planche à billets. Après quoi, la TVA sociale prendrait le relais.

Objections

Voilà la question du budget résolue, du moins sur le papier. Car en l'état, on ne connaît que deux sources de financement: la rente pétrolière en Alaska et les dons humanitaires en Namibie. Les simulations qui n'émanent pas de gens acquis à son principe indiquent que le revenu d'exis-

Pour s'imposer, le revenu de base devra surmonter des habitudes plurimillénaires inscrites dans les mentalités [...] : tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. Traduisez: je sue, donc je suis.



tence risque de s'avérer bien plus cher que les allocations existantes. Une raison à cela: il ne sera plus sélectif. Autre objection: ses partisans vont peut-être un peu vite avec la disparition du travail salarié. Si le nombre d'heures travaillées a effectivement diminué de moitié depuis le XIX^e siècle, le volume d'actifs a parallèlement augmenté, comme ne manque pas de le rappeler Jean-Marie Harribey, ancien co-président d'Attac, guère convaincu par le revenu d'existence, dans lequel il voit le retour de la figure du rentier. Or, les rentes ne sont jamais qu'« un prélèvement sur le travail productif ». Telle est la pierre d'achoppement du revenu d'existence: comment parvenir à financer l'inactivité sans recourir à l'activité?

Immoralité présumée

Et si le revenu d'existence n'était finalement qu'« un mignon conte de fées qui cache une vilaine histoire de sorcières », s'interroge Denis Clerc, l'un des fondateurs de la revue *Alternatives économiques*. Où trouver les fonds sans vider du même coup les allocations et autres minima sociaux, qui profitent aux plus pauvres, pour les

redistribuer à tous, riches inclus? Car de deux choses l'une, soit on augmente, pour le financer, les prélèvements fiscaux, soit on diminue le montant des prestations existantes.

Les libéraux, de leur côté, soulèvent une autre objection: « l'immoralité » présumée de l'allocation universelle, laquelle ignore le principe de réciprocité, pourtant au fondement de toutes les sociétés. Peut-on recevoir sans rien donner en retour? La solidarité peut-elle supporter d'être à sens unique? La Fontaine a déjà répondu à la question, par la négative, mais c'était il y a plus de trois siècles: « La Cigale, ayant chanté / Tout l'été, / Se trouva fort dépourvue / Quand la bise fut venue. »

Alors, effets vertueux ou effets pervers, utopie ou folie, rêve ou réalité? La question reste ouverte. Si le XIX^e siècle a inventé le travail en usine, le XX^e siècle le salariat, le XXI^e sera peut-être celui du revenu d'existence? Car si l'on ne veut pas détruire la Terre par notre acharnement à produire, consommer et jeter, il nous faudra bien un jour ou l'autre repenser notre approche du travail et interroger, pour une fois, l'imprévoyance de la fourmi (plutôt que celle de la cigale), qui, à force d'hyperactivité, menace de détruire la maison commune. ●

François Bousquet

Namibie: la sortie de l'enfer

Un Basic Income Grant équivalant à 10 euros mensuels a été versé pendant deux ans aux mille habitants d'un village namibien. Bilan.

Sur une carte, la Namibie semble perdue au fin fond de l'Afrique, lointaine terre australe couverte de déserts lunaires entrecoupés de dunes rouges. Partout ailleurs, la savane. Le pays dissimule dans ses entrailles un trésor: les diamants, dont l'écrasante majorité des Namubiens ne verra jamais la couleur. Étrange contrée. L'apartheid y a été aboli en 1979, l'indépendance conquise en 1990, mais la misère n'y a pas pour autant disparu, sauf peut-être à Otjivero-Omitara, petite bourgade de mille habitants entourée de grandes exploitations tenues par des fermiers blancs retranchés derrière leurs barbelés électrifiés. C'est là, à une centaine de kilomètres à l'est de Windhoek, la capitale, que la population a perçu, deux ans durant, de 2008 à 2009, un revenu d'existence de 100 dollars namubiens (environ 10 euros), lesquels couvrent un tiers du minimum vital. Tel est le « Basic Income Grant », le BIG, un revenu de base versé à tous. Pas le paradis sur Terre, loin de là, mais la sortie de l'enfer assurément.

Une petite révolution

Le projet a été monté en Allemagne par Dirk et Claudia Haarmann, un couple de pasteurs versés dans l'économie solidaire, et financé par des ONG, des fondations et des Églises évangéliques. C'est Mgr Zephania Kameeta, évêque de son état, aussi célèbre en Namibie que Desmond Tutu en Afrique du Sud, qui les a aidés. Jusqu'à leur arrivée, plus des deux tiers des habitants d'Otjivero-Omitara étaient au chômage, la sous-alimentation touchait presque un enfant sur deux. Quant à la population adulte, elle n'était pas épargnée par le SIDA et l'alcoolisme, les deux grands fléaux de la Namibie. Deux ans après l'instauration du revenu de base, la criminalité de subsistance (vol de bois de chauffage et braconnage) a disparu. La plupart des enfants sont scolarisés

La plupart des enfants sont scolarisés et la sous-alimentation n'est plus qu'un mauvais souvenir.

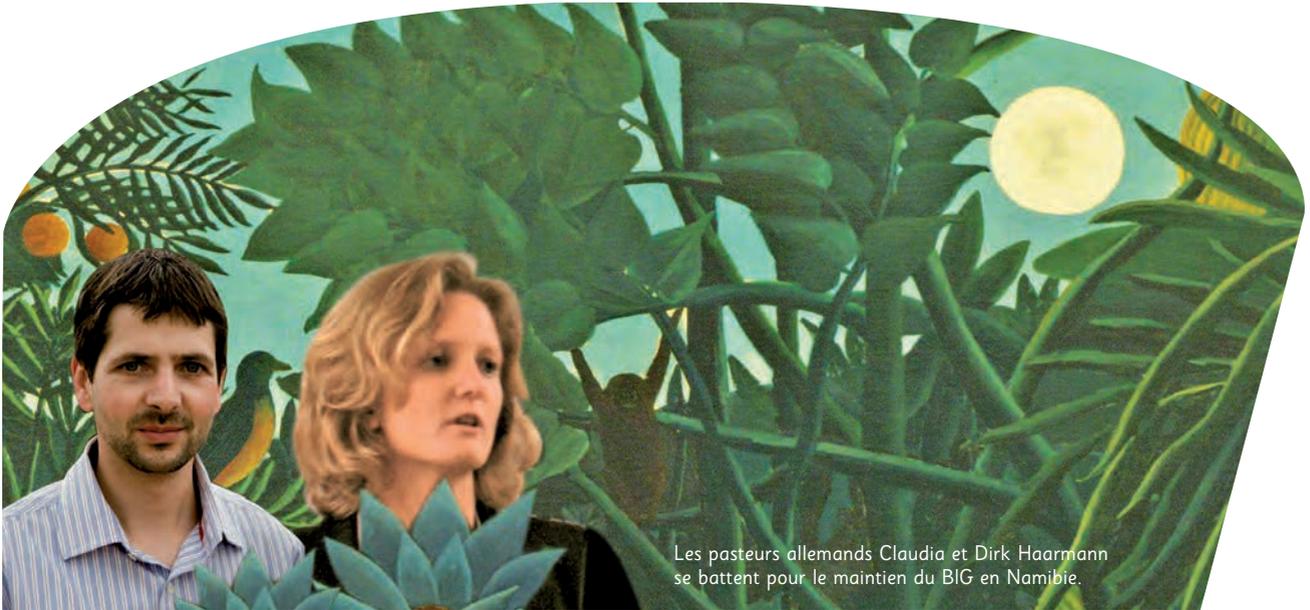


Un enfant de Otjivero-Omitara montre le billet de cent dollars namubiens correspondant à son « big » mensuel.

et la sous-alimentation n'est plus qu'un mauvais souvenir. Un peu partout, les tôles ondulées en acier galvanisé ont remplacé les bâches en plastique qui coiffaient les maisons. Des commerces se sont créés. Une petite révolution.

La seule issue à la pauvreté

L'extension du projet à l'ensemble de la Namibie fait débat au sommet de l'État. Sa généralisation ne poserait pourtant guère de problèmes budgétaires. Il suffirait d'un relèvement du taux de TVA de 2 % et d'une légère augmentation de l'imposition sur les revenus les plus hauts. Les Haarmann estiment son coût à 3 % du PIB. Ils ne voient pas d'autre « issue à la pauvreté ». L'aide à l'Afrique, qui avoisine les 50 milliards de dollars par an, a échoué. Il faut donc la repenser, en associant les populations, question de méthode, un peu comme le microcrédit, « la banque du pauvre » inventée par Muhammad Yunus, sauf qu'avec le BIG, il n'y aura ici rien à rembourser. ●



Les pasteurs allemands Claudia et Dirk Haarmann se battent pour le maintien du BIG en Namibie.

« Un BIG pour tous ! »

NEXUS : L'expérimentation d'un revenu de base que vous avez menée en Namibie, prévue sur deux ans, n'a pas été reconduite. Pourquoi ?

Claudia et Dirk Haarmann : Malgré des résultats impressionnants, le gouvernement namibien ne s'est pas encore engagé dans l'introduction d'un BIG à l'échelle nationale. Comme moyen direct d'alléger la condition des pauvres et de leur permettre de se sortir par eux-mêmes de la pauvreté, un revenu de base est pourtant plus que jamais nécessaire. Ce serait à la fois bénéfique pour tous et à la portée du pays, économiquement parlant. Son instauration n'est donc qu'une question de volonté politique.

Comment la population en a-t-elle perçu l'arrêt ?

La coalition d'associations, d'Églises et de fondations réunies autour du BIG ne pouvait rester sans rien faire et laisser les habitants revenir aux niveaux dégradants de pauvreté dans lesquels ils vivaient avant. On a donc décidé de verser une allocation-relais de 80 dollars namibiens à ceux qui percevaient le BIG. Ceci n'est pas une solution, mais une « mesure anti-rechute ».

Forts de l'expérience qu'ils ont dirigée en Namibie, deux pasteurs allemands, Claudia et Dirk Haarmann, se battent pour l'extension du BIG à tout le pays.

Comment cette expérience a-t-elle été perçue ?

Ce projet pilote a gagné une renommée mondiale. Il fait désormais partie de la discussion globale sur les nouvelles approches du développement. La Namibie a fait son apparition sur la carte du monde grâce à la population d'Otjivero-Omitara, qui a montré au monde ce que l'on pouvait faire avec très peu d'argent. Le BIG est une mesure simple, rapide et efficace, permettant aux gens de devenir les acteurs de leur propre vie. C'est donc un levier puissant pour le développement économique local. La formule est particulièrement bien adaptée pour les pays où les écarts de richesse sont très grands et les ressources naturelles abondantes. Voyez l'exemple de l'Alaska.

Croyez-vous qu'il soit généralisable à l'ensemble des pays, riches ou pauvres ?

C'est un projet basé sur les Droits de l'homme, une philosophie de l'égalité et une théologie de la dignité. Des leçons peuvent donc être tirées de l'exemple namibien, en tout cas pour des pays présentant les mêmes niveaux de pauvreté. Pour les pays riches, il est difficile de généraliser, même si la philosophie sous-jacente au BIG est que chacun devrait pouvoir bénéficier d'un minimum pour vivre, autrement dit : « un BIG pour tous » ! ●

Propos recueillis par François Bousquet

Jean-Paul Brasseur est le responsable du mouvement Vivant-Europe qui milite pour l'instauration à l'échelon européen d'un revenu d'existence inconditionnel, couplé à une détaxation du travail. Il s'explique.



Nexus: En quoi le revenu d'existence permettrait-il d'instaurer une société plus juste?

Jean-Paul Brasseur: Le revenu d'existence inconditionnel mettrait tout le monde sur un pied d'égalité, puisqu'il s'agit d'un revenu auquel l'ensemble des citoyens auraient droit et qu'ils recevraient « parce qu'ils existent ». Ce « parce qu'ils existent » est porteur d'une reconnaissance absolue de l'être humain dans sa dignité. Pour autant, si ce revenu d'existence reconnaît bien l'égale dignité de tous, il ne lui est cependant pas autorisé d'exprimer cette dignité à travers une activité socio-économique. L'allocataire reste donc irrémédiablement dans un statut d'assisté. C'est pourquoi le mouvement Vivant-Europe dont je suis aujourd'hui le responsable considère que le revenu d'existence est un coup dans l'eau s'il n'est pas couplé à une détaxation du travail. La détaxation du travail, qui doit accompagner l'instauration du revenu d'existence, permettra à chaque citoyen d'entreprendre et de devenir l'acteur de sa propre vie. L'homme n'est heureux que lorsqu'il peut entreprendre et par là se sentir reconnu et utile, pour produire et travailler, pour échanger et promouvoir du culturel, pour développer de multiples activités familiales et de loisirs. L'être humain se réalise à travers une gamme d'occupations. Il n'est pas « en manque » d'activités, mais bien en manque de reconnaissance, de liberté et de protection financière. Établir à la vitrine de nos sociétés des ouvertures vers le développement des talents, c'est sauvegarder leurs valeurs de rareté et d'humanisme face à la robotisation des activités et des services. Il faut toujours développer des qualités et des talents que la machine ne pourra jamais acquérir.

Mais pourquoi détaxer le travail?

Parce que le travail est trop cher. La détaxation du travail rendrait le coût de ce dernier de deux à quatre fois moins cher, ce qui éviterait la valse des délocalisations. Respecter l'homme, pour

Vivant-Europe, ce n'est plus taxer son travail, mais bien ce que produit la machine. C'est à la machine de libérer l'homme plutôt que de lui ravir son emploi. Garantir le revenu d'existence et détaxer le travail humain, c'est mettre l'individu sous une protection minimum qui lui permette de s'épanouir grâce à une allocation de temps. C'est donner à chacun la liberté d'initiative, sans tracasseries administratives ou réglementaires pour entreprendre, de façon à ce qu'il devienne possible de se développer d'une manière paisible dans le contexte d'un choix d'activités et de formations. Le choix sera l'enchantement de la créativité et permettra au citoyen d'avoir la maîtrise de son avenir. C'est ce que Yoland Bresson a nommé le « *Participat* », appelé à succéder au « salariat », quand chacun aura gagné en autonomie sans perdre en sécurité. La liberté sera d'autant plus réelle qu'on tiendra sa sécurité du corps social.

Dans nos pays, le revenu d'existence, cumulable avec d'autres revenus, peut constituer un filet de sécurité qui évitera les exclusions.

Le revenu d'existence est-il le meilleur moyen pour endiguer l'exclusion?

Il est dans tous les cas un moyen privilégié. Dans nos pays, le revenu d'existence, cumulable avec d'autres revenus, peut constituer un filet de sécurité qui évitera les exclusions. Pratiquement, dans une famille belge, pour prendre l'exemple que je connais le mieux, le revenu d'existence



« Une reconnaissance absolue de l'être humain »

serait le suivant: 150 € de 0 à 17 ans; 444 € de 18 à 24 ans; 600 € de 25 à 64 ans; 888 € à partir de 65 ans. Jusqu'à concurrence de 1 500 € par mois, revenu d'existence compris, il n'y aurait pas d'imposition et la tranche individuelle qui dépasserait 1 500 € serait taxée à 50 %.

Quels effets bénéfiques pensez-vous que le revenu d'existence apportera ?

Il permettra une simplification administrative de la Sécurité sociale, garantira une subsistance pour tous, constituera une incitation à l'embauche, car il sera cumulable avec d'autres revenus. Il entraînera une diminution du coût du travail, avec pour conséquences que les employeurs pourront augmenter plus facilement les salaires, que l'exercice d'une activité accessoire en sera facilité, que les entreprises regagneront leur compétitivité, surtout internationale, sans devoir délocaliser. Mais le travail salarié n'est pas tout dans l'existence. Bien d'autres activités non rémunérées peuvent occuper la personne humaine pour des raisons et

motivations variées. Dans ce cadre, le revenu d'existence offrira un crédit de temps, « une rémunération forfaitaire » qui permettra à la personne justement de s'organiser d'une manière plus libre et flexible en vue de réaliser quelque chose dans sa vie.

Estimez-vous, avec bon nombre d'écologistes et de décroissants, que le revenu d'existence est une des modalités possibles pour sortir d'un modèle écologiquement insoutenable ?

Du point de vue écologique, le revenu d'existence est l'expression concrète du respect que l'on porte aux autres. Puisqu'il subventionne le temps des loisirs, on peut très bien imaginer que cela incitera les gens à vivre « plus lentement », à porter plus d'attention aux autres et à la planète. En se respectant davantage entre eux, les gens respecteront davantage la nature. ●

Propos recueillis par François Bousquet